

EDITO : L'arbre qui cache la forêt...

La rude crise sanitaire qui a frappé et frappe encore de nombreux pays dans le monde a eu au moins le « mérite » de mettre en exergue la fragilité de notre mode d'organisation. Un confinement généralisé comme seule réponse à une pandémie en dit long sur la déliquescence d'un système capitaliste à bout de souffle (nous obligeant d'ailleurs à un port de masque en signe de soumission...). Pourtant, cette sensibilité nouvelle à la vulnérabilité ne semble pas trouver de débouchés politiques. Pire, les gouvernants ont déjà les yeux rivés sur le taux de croissance et s'attèlent à colmater les brèches sans autres questionnements : Il faut rattraper le retard, quoiqu'il en coûte ! En France, comme ailleurs, le capitalisme se met en tête de réaffirmer sa prédominance face à de nouvelles prises de conscience et se braque. Chacun retourne dans ses cases idéologiques, et durcit le ton.

Pourtant, l'urgence est là. Elle est sociale et environnementale. Ces 2 notions sont intimement liées, elles vont de pair. Se contenter de l'une ou l'autre est illusoire. La justice sociale est même le préalable à toute acceptation de transition écologique. Avancer, par exemple, sur l'écologie en tant que doctrine mettrait (si ce n'est déjà le cas...), de facto, au pilori une frange non négligeable de la population déjà empêtrée dans un quotidien difficile. On ne peut plus négocier avec la Terre mais il faut avancer de manière équilibrée et pour tous. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, changer de modèle énergétique, investir dans l'adaptation sont autant de défis à relever et autant de domaines où les Etats doivent faire beaucoup mieux et prendre toute leur place.

Lors de la pandémie, on l'a vu, le politique s'abritait derrière le scientifique et le scientifique devenait presque politique avec une réactivité à la petite semaine. Lorsqu'il s'agit de choix historiques qui peuvent conditionner l'avenir de l'Humanité, l'écart, là, est grand entre les préconisations de la science et les décisions de terrain, toujours aussi tièdes. Le temps politique préfère le court terme, plus électoraliste...

Planter trois arbres et installer un compost au milieu d'un square semble, en effet, plus porteur qu'un travail de réflexion concernant l'émergence d'un nouveau mode d'organisation de notre société. A chacun sa pertinence.

Comme notre pauvre Terre, pendant ce temps-là, on tourne en rond...

une voiture électrique OK, mais propre ?

La 1ère idée qui vient quand on parle pollution de l'air c'est qu'il faut sauver la planète du changement climatique. Et donc limiter les GES (gaz à effet de serre) dont le plus connu (mais pas forcément le plus grave) est le CO₂ : une voiture électrique n'en émet pas lors de son utilisation, c'est donc "tout bon" pour la planète ... et pour les urbain-es ?

D'ailleurs de nombreuses villes ont déjà ou auront des ZFE (zones à faibles émissions) : Londres depuis 2008 ! Plusieurs villes ou régions françaises interdisent la circulation des voitures trop anciennes via les « vignettes Crit'Air » en cas d'alerte pollution ... Donc vive la voiture électrique ?

MAIS ! Si aucun gaz n'est rejeté lorsque l'on conduit une voiture électrique, cela ne veut pas dire qu'elle ne pollue pas, et ça ne veut pas dire non plus que son bilan carbone est de zéro.

Du point de vue santé, les poumons craignent surtout les particules (fines et très fines sont mesurées et réglementées, les ultra fines qui vont au fond des bronches non!). L'émission de ces particules est en majeure partie indépendante du moteur des voitures : freins, usure des pneus ... ce qui fait que l'expérience londonienne n'a fait baisser le niveau de pollution que de quelques pourcents (-1% de poussières).

Pour ce qui est de l'impact carbone de la voiture électrique, il faut compter toute sa vie : fabrication très gourmande en énergie, et surtout les batteries. Celles-ci nécessitent l'utilisation de nombreuses énergies fossiles, produits chimiques et métaux rares comme le lithium. Elle part avec un lourd handicap, et les experts estiment qu'il faut compter au moins 50 000 km parcourus pour que la voiture électrique rattrape son retard en impact carbone sur la voiture thermique,

En résumé, la plupart des études tendent à la même conclusion : certes, la production pèse lourd dans le bilan carbone d'un véhicule électrique. Mais celui-ci se hisse rapidement à la 1ère place écologique face aux autres véhicules au fil de son utilisation. Plus on fait de kilomètres avec un véhicule électrique, plus faible est son impact écologique.

Encore faut-il les faire !

Si le grand public (nous quoi) n'est pas emballé par la voiture électrique, c'est d'une par parce que ça reste cher (malgré les aides gouvernementales) et que l'autonomie est insuffisante !



Les sondés attendent d'une voiture une autonomie supérieure à 400 km, celle des électriques du marché sont de l'ordre de 200 km à 400 km pour les plus chères (vous avez dit TESLA à partir de 50 000 €) MAIS seulement s'il ne fait pas trop chaud, ou trop froid, si vous n'utilisez pas le chauffage ou la clim, si vous utilisez bien le frein moteur pour recharger la batterie... n'oubliez pas l'appli qui vous permet de trouver la borne recharge !

Zone humide à défendre !?!

Des milliers de personnes s'opposent au projet de bétonisation du Carnet, dans l'estuaire de la Loire. Solidaires 44 s'est joint aux actions « contre la réintoxication du monde », lancée depuis la ZAD de Notre Dame, avec une déclinaison dans plus de 150 endroits dans le territoire. Actions, blocages, rassemblements, affichages, ZAD et soutien aux luttes, le 17 juin fut aussi en Loire-Atlantique l'occasion de réaffirmer collectivement et pacifiquement qu'un autre modèle est possible. Cependant, le projet du Carnet divise. Quelques éléments pour se positionner...

Après un rassemblement devant Yara, usine polluante d'engrais de synthèse qui rejette ses intrants directement dans la Loire, la seconde mobilisation publique de la journée du 17 juin avait pour objet la sauvegarde des 395 ha du site naturel du Carnet, sur l'estuaire de la Loire. C'est là qu'un projet de centrale nucléaire avait été mis en déroute par un mouvement de contestation populaire dans les années 90. C'est là qu'aujourd'hui le Grand Port Maritime projette de bétonner 110 hectares de zones naturelles réensauvagées (dont 51 hectares de zones humides). Ce projet mortifère fait partie des 12 sites livrés « clé en main » par Macron à des grands groupes industriels. Paradoxe insoutenable, l'artificialisation de ce pan d'estuaire qui abrite pas moins de 116 espèces protégées, se ferait au nom de l'implantation d'« eco-technologies ». Derrière ce terme creux, les mêmes multinationales qui répandent le chaos climatique et social partout dans le monde se tiennent en embuscade pour s'implanter avec un verdissement de façade. La mobilisation est d'autant plus pressante sur ce site que le démarrage des travaux est annoncé pour cet automne !

Dans un cas comme dans l'autre, agir contre l'intoxication du monde ne pourra se faire sans s'efforcer de nouer des liens et solidarités avec et entre celles et ceux qui dépendent économiquement des secteurs concernés. Le chantage à l'emploi est l'arme principale des empoisonneurs et bétonneurs. Or des emplois utiles et un revenu digne sont possibles pour tout le monde, si on abandonne les dogmes de la libre concurrence et de la recherche de profit pour quelques-uns au mépris du bien commun. C'est avec tous les salariés que cette bataille doit se mener. L'urgence sociale c'est aussi de prendre en compte que les plus précaires sont généralement les plus touché.e.s par les

dégradations environnementales et les premières victimes de la crise climatique : domiciliation sur des lieux de vies pollués, emplois aux contacts de produits cancérigènes.

Toutefois, selon ses promoteurs, l'extension de la zone portuaire s'avérerait vitale pour la zone portuaire de l'Estuaire. Davantage que des emplois nouveaux, ce serait les actuels qui seraient en jeu. Quant au concept de zone humide, il serait inhérent à une zone littorale, donc caduque. On reproche aux riverain.nes, qui pour une partie se constituent en Zone à Défendre depuis quelques semaines, de ne pas être assez politisés, de combattre un projet pourtant labélisé « écolo », ou encore que le « réensauvagement » revient à quelques ronces sur les vestiges bitumés des projets précédents. Quand Solidaires est venu en soutien le 17 juin, nos prises de parole volontairement anti-productiviste recueillirent un bel écho émancipateur. On peut se dire que, comme chaque mouvement ces dernières années (Nuit Debout, Gilets Jaunes, ZAD...), un collectif prend conscience des enjeux et produit une pensée alter ou anti capitaliste. Comme un état de nature...

A Solidaires 44, nous optons pour le soutien aux luttes ! Des contradictions, les pro ou anti-aéroport à Notre Dame des Landes en regorgeaient. En la matière, la vérité se trouve sur le terrain, là où des collectifs se forment. A l'instar de l'avion, l'avenir des échanges passe t-il par des cargos venant d'Asie ou d'Amérique ? La fameuse « relocalisation » de la production, c'est pour après l'extension du port ? Certes, il nous faut un nouveau modèle fluvial, notamment par des cargos à voile, expérimentation ligérienne en cours de brevetage. Mais la lutte et la ZAD sont là, nous aussi ! Ci-dessous, les appels du Carnet que nous relayons.



La Zad du Carnet est lancée !

De part et d'autre de la Loire, à Donges, au Carnet, à Brais, à Savenay... l'estuaire continue aujourd'hui encore d'être la cible des aménageurs industriels. Depuis plus d'un siècle, les autorités s'activent à l'industrialisation des rives de l'estuaire au détriment de sa vie de fleuve, biologique, sédimentaire et populaire.

Aujourd'hui à Donges comme au Carnet, il y a urgence à stopper la bétonisation de l'estuaire.

Rendez vous le 13 septembre à 9h30 au Village du Peuple de Donges pour une journée de rencontres autour de la défense de l'estuaire de la Loire !

Le 14 septembre prochain se tiendra le forum économique économique annuel de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Nantes. Grand rendez-vous des élus du département et de la région avec les représentants des entreprises les plus influentes du 44, cet événement prévoit de discuter des "enjeux de l'objectif zéro artificialisation nette des sols".

Une occasion que nous n'allons pas manquer pour leur faire entendre ce qu'on pense de l'artificialisation des sols de l'estuaire de la Loire !

Soyons nombreux.ses ce lundi 14 septembre à partir de 16h devant la CCI de Nantes.

🌱 Pour que vive le Carnet Sauvage 🌱

👊 NOUS SOMMES LA LOIRE QUI SE DÉFEND 👊